

## **Les contre-réformes avancent avec la complicité des directions syndicales : Donnons-nous une orientation politique et pratique pour les combattre !**

La contre-réforme du marché du travail est une attaque frontale. Hollande et le patronat peuvent se frotter les mains. La CFDT, la CFTC, la CGC ont paraphé un accord qui, loin d'être un « accord gagnant-gagnant » autorise les capitalistes à baisser les salaires et à licencier plus facilement. C'est odieux. La CGT et FO ont refusé de signer mais en participant en amont à la négociation, elles ont contribué à légitimer ce cadre, et à permettre ainsi une victoire politique de Hollande et du patronat. Aujourd'hui, elles ne proposent aucun plan de mobilisation pour empêcher la transcription de cet accord dans la loi. C'est scandaleux.

Les travailleurs/ses sont trahi-e-s par les directions des organisations censées défendre leurs intérêts. La liquidation des acquis s'opère avec l'accord ou l'attentisme de ces bureaucrates. Sans initiative forte face à cette trahison, cela ne peut qu'alimenter le désespoir et faire le lit de l'extrême droite.

Il est donc crucial que notre congrès décide d'une orientation à la hauteur de la situation :

- en mettant au centre de notre activité l'intervention dans la lutte de classes et l'implantation sur les lieux de travail, à commencer par les secteurs stratégiques où nous proposons de concentrer nos diffusions et d'élaborer des bulletins politiques avec les travailleurs/ses ;
- en construisant un courant lutte de classe dans les syndicats, pour redonner un espoir et des perspectives aux militant-e-s combatif/ves contre les appareils bureaucratiques, pour la convergence des luttes et la grève générale ;
- en menant un combat politique contre les directions syndicales : rupture avec le gouvernement, arrêt des « concertations », front unique pour mobiliser notre classe ;
- en défendant un véritable programme de rupture avec le capitalisme : nous ne voulons pas taxer les capitalistes mais les exproprier ; nous n'en appelons pas à un « gouvernement anti-austérité » dans le cadre de l'Etat bourgeois pour trouver des solutions, mais relions les revendications à l'objectif du pouvoir des travailleurs/ses auto-organisé-e-s ; nous ne voulons pas en dire le moins possible sur notre projet de société, mais au contraire avancer (et mettre en discussion) une véritable alternative au capitalisme, le communisme.

Il ne sert à rien de se lamenter sur le recul de la conscience de classe, pour justifier la crise du NPA et ne tirer aucun bilan permettant de redresser le parti. Les travailleurs/ses ont besoin d'un parti qui a un projet de société, qui propose des moyens pour l'atteindre et qui prenne des initiatives concrètes pour soutenir les luttes, aider à leur auto-organisation et à leur coordination.

D. (93), L. (75), L. (75), M. (28), M. (75) et V. (68), membres du CPN sortant.